

## Document

### Une «fuite en avant vers le tout répressif»

(Libération .fr)

**13 septembre 2011**

De retour sur le terrain sécuritaire, Nicolas Sarkozy a annoncé ce mardi une série de mesures sur l'exécution des peines. Notamment 30.000 places de prison supplémentaires d'ici six ans et l'ouverture de centres où des militaires encadreraient des jeunes délinquants.

Au 1er août, la France recensait officiellement 64.052 personnes incarcérées pour une capacité de 56.506 places «opérationnelles». Une surpopulation record. Autant dire que l'objectif qu'avait fixé en 2008 l'ancienne garde des Sceaux Rachida Dati, «*qu'il n'y ait plus de surpopulation carcérale en 2012*», ne sera pas tenu, loin s'en faut.

Ce nouvel objectif de 80.000 places de détention d'ici 2017 fixé par Sarkozy, et qui va plus loin que les 70.000 places annoncées par le garde des Sceaux, Michel Mercier, en mai, fait bondir certains organisations et la gauche: trop facile, trop coûteux, et contre-productif, jugent-ils.

L'observatoire international des prisons (OIP) y voit ainsi «*une politique pénale coûteuse et contre-productive en matière de prévention de la récidive*».

*«Invoquant le nombre de peines "inexécutées", [Nicolas Sarkozy] estime que la France a besoin de 30.000 places d'emprisonnement supplémentaires pour mettre en œuvre les décisions des magistrats. Or, la plupart de ces peines sont en réalité en attente d'exécution pour être aménagées en surveillance électronique, placement extérieur ou semi-liberté, des mesures moins coûteuses et plus favorables à prévenir la récidive»,* dénonce l'OIP. *«Ce sont bien le manque de moyens des services de l'application des peines et des services pénitentiaires d'insertion et de probation qui empêchent l'aménagement rapide de ces courtes peines de prison.»*

#### **«Panne»**

Au PS, André Vallini, député, chargé des questions de justice auprès de François Hollande, fustige aussi une «*fuite en avant vers le tout répressif*» qui «*ne sert à rien, si on ne donne pas les moyens équivalents à la prévention*». *«Toutes ces annonces à quelques mois de la fin de son quinquennat sonnent comme l'aveu d'un terrible échec. Depuis dix ans, la droite ne cesse d'empiler, notamment contre la récidive, des lois sans en prévoir l'application. Et sur l'exécution des peines, le manque de moyens financiers de la justice aboutit à la paralysie de la chaîne pénale»,* commente Vallini.

*«Solution facile et symptomatique d'un gouvernement en panne sur la sécurité et la jeunesse, l'encadrement militaire des mineurs délinquants est tout sauf une bonne idée. Les expériences similaires menées auprès des jeunes majeurs (comme les JET – Jeunes en équipe de travail –, mesure créée en 1986 par le gouvernement Chirac, ndlr) ont démontré l'échec de ce type de réinsertion»,* réagit aussi pour le Parti communiste Ian Brossat, responsable des questions de sécurité. *«Il n'y a aucune raison que l'armée parvienne à réussir ce que la justice et l'éducation nationale peinent à faire.»*